

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 41.153/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 3 août 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé d'un mois, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, la loi relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives et la loi relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie nationale", a donné le 25 septembre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Fondement juridique

Intitulé

Il y a lieu de mentionner la date des lois modifiées par l'avant-projet.

Dispositif

Article 1^{er}

Dès lors qu'il confère une compétence au tribunal de première instance, l'article 21 de l'avant-projet (article 15*nonies* en projet) règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution - l'organisation judiciaire - et non à l'article 78.

L'article 10, § 2, alinéas 7 et 8, en projet, (article 9 de l'avant-projet) concerne également l'organisation judiciaire puisqu'il règle certains éléments du statut de magistrats détachés et les modalités de leur remplacement.

L'article 1^{er} doit être adapté en conséquence.

Article 2

Il conviendrait d'écrire : "Loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et de paris et la protection des joueurs".

.../...

Article 3
(article 2 en projet)

1. L'avant-projet ne reprend pas la phrase introductive de l'article 2 de la loi du 7 mai 1999, précitée. Cette lacune doit être comblée.

Plus fondamentalement, il n'est pas nécessaire de réécrire l'ensemble de l'article, dès lors que l'avant-projet ne fait qu'ajouter des définitions sans modifier les définitions existantes.

2. Dès lors que la définition du pari en fait, logiquement, une catégorie de jeux de hasard, il y a lieu de le définir, à l'instar du texte néerlandais, comme "jeu de hasard dans lequel ...".

Article 4
(article 3 en projet)

1. Au 1°¹, dans la version française, il y a lieu de supprimer la fin de la phrase qui reproduit une seconde fois la partie de phrase précédente.

2. Il convient de bien distinguer, d'une part, les jeux qui n'entrent pas dans le champ d'application de la loi du 7 mai 1999, précitée, parce qu'ils ne répondent pas à la définition de l'article 2, 1°, en projet et, d'autre part, les jeux qui n'entrent pas dans le champ d'application de la loi du 7 mai 1999, précitée, parce que, bien que répondant à la définition de l'article 2, 1°, précité, l'auteur de l'avant-projet estime opportun de ne pas les soumettre à cette loi.

⁽¹⁾ Tant dans l'avant-projet que dans le texte en projet, il y a lieu d'utiliser la numérotation 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et non la numérotation 1), 2), 3) ou 1., 2., 3., 4., 5. La même observation vaut pour de nombreuses dispositions de l'avant-projet.

Les jeux de la première catégorie devraient être mentionnés dans l'exposé des motifs. Si l'auteur de l'avant-projet entend absolument les mentionner dans l'avant-projet, il faut écrire que ces jeux "ne sont pas des jeux de hasard au sens de la présente loi".

Les jeux de la seconde catégorie doivent être mentionnés dans l'avant-projet en précisant que "La présente loi ne s'applique pas aux jeux de hasard suivants : ...".

"L'exercice des sports pour lesquels les règles de jeu concrètement applicables n'introduisent pas le hasard", entre dans la première catégorie. En effet, si le hasard n'est pas un élément, même accessoire, du jeu, il ne peut s'agir d'un jeu de hasard au sens de l'article 2, 1°, en projet.

Les articles 3 et 3bis de la loi du 7 mai 1999, précitée, ainsi que l'exposé des motifs de l'avant-projet doivent être revus en fonction de la distinction ci-dessus mentionnée.

3. Au 3°, en projet, le texte néerlandais utilise le mot "occasioneel" là où le texte français emploie les termes "une seule fois". Il convient de préciser le texte.

4. Le 5° en projet mentionne les "jeux médias".

Or, le 4°, que l'avant-projet ne modifie pas, vise également certains "jeux médias", à savoir "les jeux proposés dans le cadre de programmes télévisés au moyen de séries de numéros du plan belge de numérotation pour lesquels il est autorisé de facturer à l'appelant, en plus du prix de la communication, également le prix du contenu, étant entendu que ce prix est limité aux séries pour lesquelles le tarif de l'utilisateur final ne dépend pas de la durée de l'appel, et qui forment un programme complet de jeu".

Au 5°, en projet, il y a donc lieu de mentionner les jeux médias autres que ceux visés au 4°, ce qui comprendra, d'une part, les jeux télévisés ne répondant pas à la définition du 4° et, d'autre part, les jeux exploités via un autre média que la télévision.

.../...

Article 5
(article 3bis en projet)

1. Selon l'exposé des motifs,

"Les loteries et les jeux de hasard organisés par la Loterie Nationale restent en dehors du champ d'application général de la loi sur les jeux de hasard. Ce raisonnement n'est cependant pas suivi pour les paris qui, le cas échéant, seront organisés par la Loterie Nationale."

Cette affirmation est inexacte. Depuis l'annulation partielle, par l'arrêt de la Cour d'arbitrage 32/2004 du 10 mars 2004, de l'article 3bis de la loi du 7 mai 1999, précitée, les jeux de hasard organisés par la Loterie Nationale sont soumis à la loi du 7 mai 1999, précitée.

2. L'article 3bis de la loi du 7 mai 1999, précitée, qui depuis son annulation partielle par l'arrêt de la Cour d'arbitrage 32/2004 du 10 mars 2004, ne comprend plus qu'un alinéa unique, dispose que :

"La présente loi ne s'applique pas aux loteries au sens de la loi du 31 décembre 1851 sur les loteries, et des articles 301, 302, 303 et 304 du Code pénal, ni aux loteries publiques, paris et concours visés à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale."

Dès lors que l'article 5 de l'avant-projet ne supprime que le mot "paris", l'article 3bis, précité, continue d'exclure du champ d'application de la loi du 7 mai 1999, précitée, les "concours visés à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale".

Or, dans sa nouvelle rédaction issue de l'article 66 de l'avant-projet, l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002, précitée, ne mentionne plus l'organisation de concours dans l'objet social de la Loterie Nationale.

.../...

Il faut donc supprimer également le mot "concours" à l'article 3*bis* de la loi du 7 mai 1999, précitée.

3. Des diverses activités que peut organiser la Loterie Nationale, à savoir les loteries, les paris et les jeux de hasard, qui toutes sont des jeux de hasard au sens de l'article 2, 1°, de l'avant-projet, seules les loteries sont exclues du champ d'application de la loi du 7 mai 1999, précitée.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de pouvoir justifier, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution et du droit européen, pour quelle raison les loteries organisées par la Loterie Nationale peuvent échapper au droit commun de la réglementation des jeux de hasard ².

Article 6
(article 4 en projet)

1. Au paragraphe 1^{er}, plutôt que de mentionner "l'autorisation préalable de la Commission des jeux de hasard", il serait plus précis de mentionner l'obtention d'une licence délivrée par la Commission des jeux de hasard.

2. Aux paragraphes 3 et 4, mieux vaut écrire qu'aucun jeu de hasard ne peut être exploité "ailleurs" que dans un établissement de jeux de hasard (et non "à l'extérieur" ou "en dehors" d'un établissement de jeux de hasard).

⁽²⁾ Si l'arrêt précité de la Cour d'arbitrage s'est prononcée uniquement sur les jeux de hasard organisés par la Loterie Nationale et non sur les loteries, c'est parce que seul était attaqué l'article 3, alinéa 2, de la loi, les loteries étant visées à l'alinéa 1^{er} du même article.

Article 8
(article 8 en projet)

Il y a lieu de justifier, dans l'exposé des motifs, pourquoi l'article 8, en projet, ne s'applique, s'agissant des établissements de classe IV, qu'à chaque jeu de hasard "qui n'est pas un pari".

Par ailleurs, la coexistence de la modification en projet avec le maintien du mot "parieur" dans les parties non modifiées de l'article 8, fait naître la plus grande incertitude quant à l'application ou non de l'article 8, en projet, aux paris.

Article 9
(article 10 en projet)

1. Au paragraphe 2, alinéa 6, il y a lieu de viser une autorisation "par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres" et non une habilitation "par le Conseil des Ministres".

2. Le président et le vice-président, qui sont des magistrats de l'ordre judiciaire, jouissent d'un traitement égal à celui de premier avocat général près la Cour de cassation ainsi que des augmentations et avantages qui y sont attachés.

Dès lors que l'avant-projet permet au Roi de nommer un magistrat du siège à une fonction salariée, alors que l'article 155 de la Constitution a pour but d'éviter que le pouvoir exécutif ne s'attache la fidélité du juge par l'espoir d'une récompense, l'avant-projet de loi ne respecte pas le texte constitutionnel ³.

⁽³⁾ Voir les avis 40.040/2, donné par la section de législation du Conseil d'État le 10 avril 2006, sur un avant-projet devenu la loi du 20 juillet 2006 instaurant la Commission de Modernisation de l'Ordre judiciaire et le Conseil général des partenaires et 41.035/2, donné le 21 août 2006, sur un avant-projet de loi "sur la formation judiciaire et portant création de l'Institut de formation judiciaire".

3. Au paragraphe 3, l'avant-projet ne fixe pas de critères en fonction desquels les dix membres de la Commission seront proposés par le Ministre de la Justice et nommés par le Roi ⁴.

Cette lacune doit être comblée en prévoyant des critères en rapport avec la fonction à exercer.

Article 10
(article 11 en projet)

Compte tenu des articles 10 et 11 de la Constitution et de l'objectif poursuivi par les dispositions en projet, il appartient au législateur d'adapter l'alinéa 1^{er}, 4°, et l'alinéa 2, en projet, aux nouvelles formes de vie commune, à savoir la cohabitation légale.

Article 14
(article 15bis en projet)

1. Au paragraphe 3, en projet, il y a lieu d'écrire : "sans mettre en doute l'existence de l'infraction" et non "sans mettre en doute l'élément matériel de l'infraction".

2. Il résulte des paragraphes 2 et 3 que si le procureur du Roi n'a pas pris position (décision de poursuivre, de classer sans suite ⁵ ou, bien que l'avant-projet ne le précise pas, de mettre le dossier à l'instruction) dans les six mois de la réception de l'original du procès-verbal, l'action publique s'éteint.

⁽⁴⁾ Si ce ne sont les critères - sans aucun rapport avec la nature de la fonction à exercer - du sexe et de l'appartenance linguistique du membre de la Commission.

⁽⁵⁾ Pour des raisons d'opportunité ou en raison des charges insuffisantes.

L'on peut cependant se demander si, dans des dossiers complexes, le délai de six mois est suffisant pour permettre au procureur du Roi de prendre attitude.

3. Par ailleurs, est-il opportun de déroger à la règle du caractère provisoire du classement sans suite, à tout le moins tant qu'il n'aura pas été fait application de l'article 15^{quater} ?

Article 15
(article 15^{ter} en projet)

La notion de révocation de la licence pour une période déterminée n'a pas de sens.

La disposition en projet doit être revue.

Article 18
(article 15^{sexies} en projet)

Il y a lieu de prévoir la possibilité, pour la personne concernée ou son avocat, de consulter le dossier en temps utile avant l'audience.

Article 21
(article 15^{nonies} en projet)

Les mots "à peine de déchéance" doivent être omis.

En effet, à l'endroit où ils sont placés, ils n'ont aucun sens.

Article 22
(article 15decies en projet)

L'attention du législateur est attirée sur le fait que, conformément à l'article 62 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral, c'est la loi - et non le Roi - qui devra créer le fonds budgétaire en précisant quels fonds sont affectés à quelles dépenses.

Pareille modification doit être apportée à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires.

Article 23
(article 19 en projet)

Le Conseil d'État rappelle que la contribution aux frais d'installation, du personnel et de fonctionnement de la Commission et de son secrétariat est un impôt dont les montants doivent être déterminés par la loi ⁶.

Article 32
(article 32 en projet)

1. Au 1°, la modification proposée ne s'articule pas correctement avec le texte modifié. L'avant-projet doit, dès lors, être revu.

2. Le Conseil d'État se demande si le 2° est bien nécessaire compte tenu de la modification introduite par le 1°.

⁽⁶⁾ Voir en ce sens les avis 26.412/2, donné le 14 juillet 1997 sur l'avant-projet devenu la loi du 7 mai 1999, précitée, et 31.001/2, donné le 13 décembre 2000 devenu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la Commission des jeux de hasard due par les titulaires de licences de classe A, B, C et E.

Les mêmes observations valent pour l'article 36 (article 37 en projet).

L'observation 2 vaut également pour l'article 45 (article 51 en projet).

Article 33
(article 33bis en projet)

1. En vertu de l'article 4, § 3, en projet

"Sauf les exceptions prévues dans la présente loi, aucun jeu de hasard au sens de la loi ne peut être exploité à l'extérieur d'un établissement de jeux de hasard ayant obtenu une licence conformément à la présente loi."

Il en résulte que les jeux de hasard par internet sont illicites, sauf exception prévue par la loi.

Or, l'on constate que l'avant-projet, sans formellement déclarer licites les jeux de hasard par internet, permet à la Commission d'accorder à certains exploitants de ces jeux un "certificat de fiabilité". De même, l'article 50, 2°, de l'avant-projet implique la licéité des paris par internet.

Il convient, dès lors, de veiller à ce que la lecture de l'avant-projet permette de savoir clairement si les paris par internet sont licites ou non.

2. Au paragraphe 3, il y a lieu d'écrire : "... pour lesquelles un certificat a été octroyé". Dans l'exposé des motifs, la référence à la conclusion d'un protocole de fiabilité doit être supprimée.

En effet, le certificat est octroyé unilatéralement par la Commission et n'est pas le résultat d'un accord contractuel. Il est renvoyé, à cet égard, à la rédaction de l'article 33bis, en projet.

3. Au paragraphe 4, il y a lieu de mentionner, dans l'avant-projet, les règles essentielles relatives au retrait du certificat, notamment en ce qui concerne l'audition de la personne physique ou morale concernée.

4. Le paragraphe 5 mentionne que c'est "le cas échéant" que la Commission peut utiliser la garantie payée par l'exploitant pour indemniser les personnes préjudiciées par le non respect des conditions qualitatives de la part de l'exploitant.

Il y a lieu de préciser dans quels cas il peut être fait usage de cette disposition. Est-ce uniquement dans l'hypothèse, visée au paragraphe 4, du retrait du certificat, ou chaque fois qu'une condition qualitative n'a pas été respectée et que cela a causé un préjudice ?

En tout état de cause, la procédure doit être réglée dans l'avant-projet, notamment en ce qui concerne l'audition de la personne physique ou morale concernée.

Article 42
(article 48 en projet)

Le Conseil d'État se demande pour quelle raison cette disposition ne vise que les paris et non, plus largement, les jeux de hasard.

Article 46
(article 52 en projet)

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que l'article 52, alinéa 1^{er}, mentionne déjà, in fine : "Un permis est ensuite délivré à titre de preuve".

Article 48

Afin de respecter l'article 76, alinéa 1^{er}, de la Constitution qui dispose qu'un projet de loi ne peut être adopté par une Chambre qu'après avoir été voté article par article, il y a lieu de consacrer un article distinct du projet à chaque nouvel article en projet.

La même observation vaut pour l'article 49.

Article 53bis en projet

1. L'article 53bis, § 2, en projet, dispose que :

"Nul autre pari ne peut être engagé sur une course de chevaux courue en Belgique que lorsque cette course est organisée par une association de courses affiliée à la Fédération belge des courses hippiques et si cette association de courses y a préalablement donné son consentement."

2. Aucun pari ne peut, dès lors, être engagé sur une course de chevaux courue en Belgique si cette course n'est pas organisée par une association de courses affiliée à la Fédération belge des courses. Il s'ensuit que :

1° seules des "associations" ⁷ peuvent organiser des courses de chevaux susceptibles de faire l'objet de paris;

2° ces "associations" doivent être membres d'une fédération;

3° cette fédération ne peut être que la Fédération belge des courses hippiques.

Il convient que l'exposé des motifs justifie ces différenciations au regard des articles 10, 11 et 27, de la Constitution.

⁽⁷⁾ Le Conseil d'État se demande si l'auteur de l'avant-projet vise, par ces termes, une catégorie juridique précise de personnes morales.

Une autre solution pour contrôler la possibilité d'organiser des courses hippiques susceptibles de faire l'objet de paris, serait de prévoir un mécanisme d'agrément fondé sur des conditions objectives et en rapport avec l'objectif poursuivi.

La même observation vaut pour les paragraphes 4 et 5 en ce qui concerne les concours de pigeons.

3. Il résulte de l'avant-projet que sur les courses organisées par une association de courses affiliée à la Fédération belge des courses hippiques, seul celui (ou ceux ?) qui ont obtenu(s) le consentement de l'association organisatrice pourra (pourront ?) organiser des paris autres que mutuels⁸.

S'il appartient à une organisation de courses de chevaux d'organiser la course comme elle l'entend, la question se pose de savoir si le lien entre cette course et les paris éventuellement organisés à cette occasion est à ce point étroit que l'organisateur de la course, personne morale de droit privé, pourrait interdire à des tiers d'organiser des paris sur cette course.

Une telle restriction aux principes de la liberté du commerce et de l'industrie et de la libre prestation des services consacrés tant par le droit belge que par le droit communautaire ne pourrait être admise que moyennant une justification pertinente qui fait défaut dans l'exposé des motifs.

La même observation vaut, *a fortiori*, pour le paragraphe 5 qui interdit tout autre pari mutuel sur une course de chevaux organisée en Belgique que celui organisé par l'association de courses qui organise la course concernée.

4. En vertu du paragraphe 3, en projet, les paris mutuels ne sont autorisés que sur les courses de chevaux qui ont lieu en Belgique.

⁽⁸⁾ En effet, pour les paris mutuels l'avant-projet est encore plus restrictif puisqu'en vertu du paragraphe 5 de tels paris ne peuvent être organisés que par l'association de course qui organise la course concernée.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de justifier cette restriction au regard du principe européen de la libre prestation des services et des articles 10 et 11 de la Constitution.

5. Le Conseil d'État s'interroge sur le fait que le paragraphe 5, en projet, ne vise que le pari organisé par une association de courses alors que l'article 53^{ter}, paragraphe 1^{er}, 2°, mentionne les paris organisés par ou "au nom" d'une association de courses.

Article 53^{ter} en projet

L'article 53^{ter}, § 2, en projet, semble considérer qu'un établissement de jeux de hasard de classe IV et un bureau de paris sont deux choses différentes alors qu'il n'en est rien.

Cette disposition doit être adaptée en conséquence.

Article 53^{quater} en projet

L'article 53^{quater}, alinéa 1^{er} mentionne

"Tous les paris qui, dans le cadre de la présente loi, sont considérés comme des jeux de hasard."

Or, il résulte de la définition même du mot "pari" que ce dernier est nécessairement un jeu de hasard.

Mieux vaut mentionner "Les paris qui entrent dans le champ d'application de la présente loi et qui ...".

La même observation vaut pour l'article 54, § 1^{er}, en projet (article 50, 1°, du projet).

.../...

Article 53sexies en projet

1. Au 6°, le Conseil d'État voit mal comment le demandeur pourrait prouver qu'il satisfait à toutes les obligations imposées sur le plan décréétal. D'ailleurs, le Conseil d'État se demande de quelles obligations il s'agit exactement. Pourquoi ne pas viser également les obligations légales ?

Il ne faut imposer au demandeur que des obligations claires et précises et dont la preuve peut être raisonnablement apportée.

2. L'octroi d'une licence est un acte unilatéral de l'autorité.

Il n'y a pas lieu de lui donner une forme contractuelle. En conséquence, le 8° doit être revu, de même que l'article 53septies, 6°.

Article 53septies en projet

Au 1°, il y a lieu d'adopter une terminologie identique à celle des articles 32, 1°, et 37, 1°.

La même observation vaut pour les 2° et 3°.

Article 51

(article 58, alinéa 4, en projet)

Il semble que l'article 51 doive être rédigé comme suit :

"Dans l'article 58, alinéa 4, de la même loi, les mots "des classes I, II et III" sont remplacés par les mots "des classes I, II, III et IV".

.../...

Article 54
(article 61 en projet)

Le nouvel alinéa doit remplacer l'alinéa 2 actuel et non s'ajouter à ce dernier.

Article 55
(article 62 en projet)

Il y a contradiction entre le texte en projet et l'exposé des motifs.

En effet, si le texte en projet étend bien aux salles de jeu des établissements de jeux de hasard de classe IV l'obligation de présenter sa carte d'identité pour y avoir accès, il ne prévoit pas - même "modérément" - l'obligation d'enregistrement de l'identité du client, cette obligation ne pesant que sur les établissements de jeux de hasard de classe I et II.

Article 60
(article 76bis en projet)

In fine, il n'y a pas lieu d'écrire "dans un délai de deux mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi" mais "dans un délai de deux mois à compter de l'entrée en vigueur de la loi du ... modifiant la loi sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, la loi relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives et la loi relative à la rationalisation du fonctionnement de la gestion de la Loterie Nationale".

Article 66

(article 3, § 1^{er}, en projet, de la loi du 19 avril 2002)

Dans la version française, l'alinéa 1^{er} doit être omis.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.153/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 augustus 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen verlengd met een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, de wet betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten, de wet tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij", heeft op 25 september 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond

Opschrift

Van de wetten die bij het voorontwerp worden gewijzigd moet de datum worden vermeld.

Dispositief

Artikel 1

Aangezien artikel 21 van het voorontwerp (ontworpen artikel 15*nonies*) een bevoegdheid verleent aan de rechtbank van eerste aanleg, regelt het een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet - rechterlijke organisatie - en niet in artikel 78.

Het ontworpen artikel 10, § 2, zevende en achtste lid (artikel 9 van het voorontwerp) heeft ook betrekking op de rechterlijke organisatie, aangezien het bepaalde onderdelen van het statuut van gedetacheerde magistraten regelt en de wijze waarop ze vervangen worden.

Artikel 1 moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 2

Men schrijve "Wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen, de wedkantoren en de bescherming van de spelers".

Artikel 3

(ontworpen artikel 2)

1. In het voorontwerp wordt de inleidende zin van artikel 2 van de voornoemde wet van 7 mei 1999 niet overgenomen. Die leemte moet worden verholpen.

Meer ten gronde is het niet nodig het hele artikel te herschrijven, aangezien door het voorontwerp alleen definities worden toegevoegd, en geen bestaande definities worden gewijzigd.

2. Daar de definitie die van een weddenschap gegeven wordt daarvan logischerwijze een categorie van kansspelen maakt, moet een weddenschap in de Franse tekst, naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst, gedefinieerd worden als "jeu de hasard dans lequel ...".

Artikel 4

(ontworpen artikel 3)

1. In de Franse versie van 1°¹ moet het einde van de zin, dat een herhaling is van het zinsdeel daarvoor, geschrapt worden.

⁽¹⁾ Zowel in het voorontwerp als in de ontworpen tekst moet gebruik worden gemaakt van de nummering met 1°, 2°, 3°, 4°, 5° en niet van de nummering met 1), 2), 3) of 1., 2., 3., 4., 5. Dezelfde opmerking geldt voor heel wat bepalingen van het voorontwerp.

2. Er moet een duidelijk onderscheid gemaakt worden enerzijds de spelen die niet binnen de werkingssfeer van de voornoemde wet van 7 mei 1999 vallen omdat ze niet beantwoorden aan de definitie van het ontworpen artikel 2, 1°, en anderzijds de spelen die niet binnen de werkingssfeer van de voornoemde wet van 7 mei 1999 vallen, omdat de steller van het voorontwerp het wenselijk acht deze, ofschoon ze beantwoorden aan de definitie van het ontworpen artikel 2, 1°, buiten de werkingssfeer van die wet te houden.

De spelen van de eerste categorie zouden genoemd moeten worden in de memorie van toelichting. Indien de steller van het voorontwerp ze absoluut wil noemen in het voorontwerp, moet hij schrijven dat die spelen "geen kansspelen zijn in de zin van deze wet".

De spelen van de tweede categorie moeten in het voorontwerp worden genoemd met de volgende precisering : "Deze wet is niet van toepassing op de volgende kansspelen : ...".

"Sportbeoefening, waarbij de in concreto toegepaste spelregels geen toeval introduceren" valt onder de eerste categorie. Indien bij het spel geen toeval komt kijken, zelfs niet in bijkomende orde, kan het immers niet gaan om een kansspel in de zin van het ontworpen artikel 2, 1°.

De artikelen 3 en 3bis van de voornoemde wet van 7 mei 1999 moeten, net als de memorie van toelichting van het voorontwerp, herzien worden in het licht van het bovengenoemde onderscheid.

3. In het ontworpen 3° wordt in de Nederlandse versie het woord "occassioneel" (lees : occasioneel) gebruikt, terwijl in het Frans "une seule fois" staat. De tekst moet gepreciseerd worden.

4. In het ontworpen 5° is er sprake van "mediumspelen".

.../...

Onderdeel 4° echter, dat niet gewijzigd wordt bij het voorontwerp, heeft ook betrekking op bepaalde "mediumspelen", namelijk "de spelen die worden aangeboden in het kader van televisieprogramma's via nummerreeksen van het Belgische nummerplan, waarvoor het is toegestaan om van de oproeper naast de prijs van de communicatie ook een betaling voor de inhoud te vragen, doch beperkt tot deze reeksen waarop het eindgebruikertarief geen functie is van de tijdsduur van de oproep, en die een totaal spelprogramma inhouden".

In het ontworpen onderdeel 5° moeten dus de andere mediumspelen dan die genoemd in 4°, worden vermeld, die enerzijds de televisiespelen zullen omvatten die niet beantwoorden aan de definitie van 4°, en anderzijds de spelen die via een ander medium dan televisie worden geëxploiteerd.

Artikel 5
(ontworpen artikel 3bis)

1. In de memorie van toelichting staat het volgende :

"De loterijen en kansspelen, georganiseerd door de Nationale Loterij blijven buiten het algemene toepassingsveld van de Kansspelwet. Deze redenering wordt echter niet gevolgd voor de weddenschappen die desgevallend zullen worden georganiseerd door de Nationale Loterij."

Die bewering is onjuist. Sedert de gedeeltelijke vernietiging van artikel 3bis van de voornoemde wet van 7 mei 1999 door arrest 32/2004 van het Arbitragehof d.d. 10 maart 2004, vallen de kansspelen die georganiseerd worden door de Nationale Loterij onder de voornoemde wet van 7 mei 1999.

2. Artikel 3bis van de voornoemde wet van 7 mei 1999, dat, sedert de gedeeltelijke vernietiging ervan door arrest 32/2004 van het Arbitragehof d.d. 10 maart 2004, nog slechts één enkel lid omvat, bepaalt het volgende :

"Deze wet is niet van toepassing op de loterijen in de zin van de wet van 31 december 1851 op de loterijen en van de artikelen 301, 302, 303 en 304 van het Strafwetboek, noch op de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden

.../...

bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij."

Aangezien bij artikel 5 van het voorontwerp alleen het woord "weddenschappen" wordt geschrapt, blijft het voornoemde artikel 3bis de "wedstrijden bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij" weren uit de werkingssfeer van de voornoemde wet van 7 mei 1999.

Welnu, in de nieuwe lezing van artikel 3, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 19 april 2002, die volgt uit artikel 66 van het voorontwerp, wordt de organisatie van wedstrijden echter niet meer vermeld als onderdeel van het doel van de Nationale Loterij.

Het woord "wedstrijden" moet dus ook geschrapt worden in artikel 3bis van de voornoemde wet van 7 mei 1999.

3. Van de verschillende activiteiten die de Nationale Loterij kan organiseren, namelijk loterijen, weddenschappen en kansspelen, die allemaal kansspelen zijn in de zin van artikel 2, 1°, van het voorontwerp, worden alleen de loterijen buiten de werkingssfeer gehouden van de voornoemde wet van 7 mei 1999.

De steller van het voorontwerp moet in staat zijn om ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en van het Europese recht te wettigen waarom de loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij buiten de werkingssfeer kunnen worden gehouden van de gemeenrechtelijke regelgeving inzake kansspelen ².

(2) In zijn voornoemde arrest heeft het Arbitragehof zich weliswaar alleen uitgesproken over de kansspelen georganiseerd door de Nationale Loterij en niet over de loterijen, maar dat komt doordat alleen artikel 3, tweede lid, van de wet werd aangevochten, en de loterijen vermeld worden in het eerste lid van datzelfde artikel.

Artikel 6(ontworpen artikel 4)

1. Het zou nauwkeuriger zijn in paragraaf 1 "een vergunning uitgereikt door de kansspelcommissie" te schrijven in plaats van een "voorafgaande vergunning van de kansspelcommissie".

2. Het zou beter zijn in de paragrafen 3 en 4 te schrijven dat geen enkel kansspel "elders" mag worden geëxploiteerd dan in een kansspelinrichting (en niet "buiten" een kansspelinrichting).

Artikel 8(ontworpen artikel 8)

In de memorie van toelichting dient te worden gerechtvaardigd waarom het ontworpen artikel 8, in verband met de inrichtingen klasse IV, alleen van toepassing is op "de kansspelen die geen weddenschappen zijn".

Bovendien doet het naast elkaar bestaan van de ontworpen wijziging en van het woord "gokker" in de niet gewijzigde delen van artikel 8, de grootste onzekerheid ontstaan over de vraag of het ontworpen artikel 8 al dan niet toepasselijk is op weddenschappen.

Artikel 9(ontworpen artikel 10)

1. In paragraaf 2, zesde lid, dient verwezen te worden naar een machtiging "bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad" en niet naar een machtiging "door de Ministerraad".

2. De voorzitter en de ondervoorzitter, die magistraten van de rechterlijke orde zijn, hebben recht op dezelfde bezoldiging als die van de eerste advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie en op de daaraan verbonden verhogingen en voorzieningen.

Aangezien het voorontwerp de Koning de mogelijkheid biedt een zittend magistraat te benoemen in een bezoldigd ambt, terwijl artikel 155 van de Grondwet tot doel heeft te voorkomen dat de uitvoerende macht zich van de loyaliteit van de rechter verzekert door hem een beloning in uitzicht te stellen, neemt het voorontwerp van wet de tekst van de Grondwet niet in acht ³.

3. In paragraaf 3 stelt het voorontwerp geen criteria vast op basis waarvan de tien leden van de Commissie zullen worden voorgedragen door de Minister van Justitie en benoemd door de Koning ⁴.

Deze leemte moet worden aangevuld door maatstaven aan te leggen in verband met het uit te oefenen ambt.

Artikel 10
(ontworpen artikel 11)

Gelet op de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en het door de ontworpen bepalingen beoogde doel, staat het aan de wetgever het ontworpen eerste lid, 4°, en het ontworpen tweede lid aan te passen aan de nieuwe vormen van samenleven, te weten de wettelijke samenwoning.

⁽³⁾ Zie de adviezen 40.040/2, gegeven door de afdeling wetgeving van de Raad van State op 10 april 2006 over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 20 juli 2006 "tot instelling van de Commissie voor de Modernisering van de Rechterlijke Orde en de algemene Raad van de partners" en 41.035/2, gegeven op 21 augustus 2006 over een voorontwerp van wet "inzake de gerechtelijke opleiding en tot oprichting van het Instituut voor gerechtelijke opleiding".

⁽⁴⁾ Tenzij de criteria - zonder enig verband met de aard van het uit te oefenen ambt - van het geslacht en de taal van het lid van de Commissie.

Artikel 14
(ontworpen artikel 15bis)

1. In de ontworpen paragraaf 3 schrijve men : "zonder het bestaan van het strafbare feit in twijfel te trekken" en niet "zonder het materieel element van de inbreuk in twijfel te trekken".

2. Uit de paragrafen 2 en 3 blijkt dat indien de Procureur des Konings geen standpunt heeft ingenomen (een beslissing om te vervolgen, te seponeren ⁵ of, hoewel zulks niet in het voorontwerp wordt gepreciseerd, voor het dossier een onderzoeksrechter te adiëren) binnen zes maanden na ontvangst van het origineel van het proces-verbaal, de strafvordering vervalst.

Evenwel rijst de vraag of in ingewikkelde dossiers de termijn van zes maanden toereikend is om de procureur des Konings de mogelijkheid te bieden een standpunt in te nemen.

3. Is het daarenboven wenselijk af te wijken van de regel dat seponeren voorlopig is, op zijn minst zolang artikel 15^{quater} niet is toegepast ?

Artikel 15
(ontworpen artikel 15ter)

Het begrip intrekking van de vergunning voor een bepaalde tijd heeft geen zin.

De ontworpen bepaling moet worden herzien.

⁽⁵⁾ Om opportuniteitsredenen of wegens onvoldoende tenlasteleggingen.

Artikel 18(ontworpen artikel 15sexies)

Voor de betrokken persoon of zijn advocaat behoort te worden voorzien in de mogelijkheid om het dossier vóór de terechtzitting te gelegener tijd te raadplegen.

Artikel 21(ontworpen artikel 15nonies)

De woorden "op straffe van verval" moeten vervallen.

Waar deze woorden staan hebben ze immers geen enkele zin.

Artikel 22(ontworpen artikel 15decies)

De wetgever wordt gewezen op het feit dat overeenkomstig artikel 62 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, het begrotingsfonds bij de wet - en niet door de Koning - moet worden opgericht, waarbij behoort te worden gepreciseerd welke gelden voor welke uitgaven bestemd zijn.

Een zodanige wijziging moet worden aangebracht in de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen.

Artikel 23
(ontworpen artikel 19)

De Raad van State wijst er wederom op dat de bijdrage in de oprichtings-, personeels- en werkingskosten van de Commissie en haar secretariaat, een belasting vormt waarvan de bedragen bij de wet moeten worden vastgesteld ⁶.

Artikel 32
(ontworpen artikel 32)

1. In onderdeel 1° sluit de voorgestelde wijziging niet behoorlijk aan bij de gewijzigde tekst. Het voorontwerp moet bijgevolg worden herzien.

2. De Raad van State vraagt zich af of onderdeel 2° wel noodzakelijk is, gelet op de bij onderdeel 1° ingevoerde wijziging.

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 36 (ontworpen artikel 37).

Opmerking 2 geldt eveneens voor artikel 45 (ontworpen artikel 51).

Artikel 33
(ontworpen artikel 33bis)

1. Het ontworpen artikel 4, § 3, luidt als volgt :

"Behoudens de uitzonderingen in de wet bepaald, mag geen kansspel in de zin van deze wet, geëxploiteerd worden buiten een kansspelinrichting die overeenkomstig deze wet werd vergund."

⁽⁶⁾ Zie in die zin advies 26.412/2, gegeven op 14 juli 1997 over het voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de voormelde wet van 7 mei 1999 en 31.001/2, gegeven op 13 december 2000 dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot vaststelling van de bijdrage in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de kansspelcommissie verschuldigd door de houders van de vergunningen A, B, C en E.

Daaruit volgt dat kansspelen via het internet onwettig zijn, behoudens bij wet bepaalde uitzondering.

Evenwel kan worden vastgesteld dat het voorontwerp, zonder de kansspelen via het internet formeel geoorloofd te verklaren, de Commissie de mogelijkheid biedt aan sommige exploitanten van die spelen een "betrouwbaarheidscertificaat" toe te kennen. Evenzo houdt artikel 50, 2°, van het voorontwerp, de geoorloofdheid van weddenschappen via het internet in.

Bijgevolg dient erop te worden toegezien dat uit de lezing van het voorontwerp duidelijk kan worden opgemaakt of weddenschappen via het internet al dan niet wettig zijn.

2. In paragraaf 3 schrijve men : "... waarvoor een certificaat is toegekend". In de memorie van toelichting moet de verwijzing naar het sluiten van een betrouwbaarheidsprotocol worden geschrapt.

Het certificaat wordt immers eenzijdig door de Commissie toegekend en is niet het resultaat van een overeenkomst. In dat opzicht wordt verwezen naar de redactie van het ontworpen artikel 33*bis*.

3. In paragraaf 4 dienen in het voorontwerp de grondregels te worden vermeld met betrekking tot het intrekken van het certificaat, inzonderheid wat het horen van de betrokken natuurlijke persoon of rechtspersoon betreft.

4. In paragraaf 5 wordt vermeld dat de Commissie "in voorkomend geval" de door de exploitant betaalde waarborg mag gebruiken "ter vergoeding van de personen benadeeld door de niet-naleving van de kwaliteitsvoorwaarden door de exploitant".

Er dient te worden gepreciseerd in welke gevallen deze bepaling mag worden aangewend. Kan dit alleen in het in paragraaf 4 vermelde geval dat het certificaat

.../...

wordt ingetrokken, of telkens als een kwalitatieve voorwaarde niet in acht is genomen en zulks schade heeft veroorzaakt ?

De procedure moet hoe dan ook in het voorontwerp worden geregeld, inzonderheid wat het horen betreft van de betrokken natuurlijke persoon of rechtspersoon.

Artikel 42
(ontworpen artikel 48)

De Raad van State vraagt zich af om welke reden deze bepaling enkel verwijst naar weddenschappen en niet, in ruimere zin, naar kansspelen.

Artikel 46
(ontworpen artikel 52)

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt erop gevestigd dat in artikel 52, eerste lid, in fine, reeds het volgende wordt bepaald : "Als bewijs hiervan wordt een vergunning uitgereikt."

Artikel 48

Teneinde artikel 76, eerste lid, van de Grondwet in acht te nemen, waarin wordt bepaald dat een wetsontwerp door een Kamer eerst kan worden aangenomen nadat daarover artikelsgewijs is gestemd, dient aan elk nieuw ontworpen artikel een onderscheiden artikel van het ontwerp gewijd te worden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 49.

Ontworpen artikel 53bis

1. Het ontworpen artikel 53bis, § 2, luidt als volgt :

"Geen weddenschap mag worden afgesloten op een in België gelopen paardenwedren dan wanneer die wedren wordt georganiseerd door een renvereniging die aangesloten is bij de Belgische Federatie voor Paardenwedrennen en deze renvereniging voorafgaandelijk hiervoor haar toestemming hiervoor heeft gegeven."

2. Geen weddenschap kan derhalve worden aangegaan op een in België gelopen paardenwedren, als deze wedren niet georganiseerd wordt door een renvereniging die aangesloten is bij de Belgische Federatie voor Paardenwedrennen. Daaruit volgt dat :

- 1° enkel "verenigingen" ⁷ paardenwedrennen mogen organiseren die in aanmerking kunnen komen voor weddenschappen;
- 2° deze "verenigingen" lid moeten zijn van een federatie;
- 3° deze federatie enkel de Belgische Federatie voor paardenwedrennen mag zijn.

In de memorie van toelichting behoren deze differentiaties te worden uitgelegd in het licht van de artikelen 10, 11 en 27 van de Grondwet.

Een andere oplossing om controle uit te oefenen op de mogelijkheid om paardenwedrennen te organiseren waaromtrent weddenschappen kunnen worden aangegaan, zou erin bestaan een erkenningssysteem uit te werken gegrond op objectieve criteria en in verhouding tot het nagestreefte doel.

Dezelfde opmerking geldt voor de paragrafen 4 en 5 wat betreft de duivenwedstrijden.

⁽⁷⁾ De Raad van State vraagt zich af of de steller van het voorontwerp met die bewoordingen een welbepaalde categorie van rechtspersonen bedoelt.

3. Uit het voorontwerp blijkt dat wat de wedrennen betreft die georganiseerd worden door een renvereniging die aangesloten is bij de Belgische Federatie voor Paardenwedrennen, alleen hij (of zij ?) die toestemming heeft (hebben) gekregen van de organiserende vereniging andere dan onderlinge weddenschappen zal kunnen (zullen kunnen?) organiseren⁸.

Ofschoon het een paardenwedrenorganisatie toekomt om de paardenwedren te organiseren zoals zij dat wenst, rijst de vraag of het verband tussen die wedren en de weddenschappen die mogelijk voor die gelegenheid georganiseerd worden zodanig nauw is dat de organisator van die wedren, een privaatrechtelijk rechtspersoon, derden zou mogen verbieden weddenschappen aangaande die wedren te organiseren.

Zulk een beperking op de beginselen van vrijheid van handel en nijverheid en van het vrij verrichten van diensten, die zowel verankerd zijn in het Belgische recht als in het gemeenschapsrecht, kan niet worden geduld, tenzij er een relevante rechtvaardiging voor wordt gegeven, die ontbreekt in de memorie van toelichting.

Dezelfde opmerking geldt *a fortiori* voor paragraaf 5, waarin een verbod wordt gelegd op elke andere onderlinge weddenschap aangaande een paardenwedren die in België plaatsvindt, tenzij het een weddenschap betreft op touw gezet door de renvereniging die de betreffende wedren organiseert.

4. Volgens de ontworpen paragraaf 3 zijn onderlinge weddenschappen enkel toegestaan aangaande paardenwedrennen die in België plaatsvinden.

De steller van het voorontwerp behoort die beperking te rechtvaardigen in het licht van het Europees beginsel van het vrij verrichten van diensten en van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

⁽⁸⁾ Het voorontwerp is immers, wat onderlinge weddenschappen betreft, nog restrictiever aangezien krachtens paragraaf 5 zulke weddenschappen enkel door de renvereniging mogen worden georganiseerd, die de betreffende wedren organiseert.

5. De Raad van State heeft bedenkingen bij het feit dat in de ontworpen paragraaf 5 enkel sprake is van de weddenschap die georganiseerd wordt door een renvereniging, terwijl in artikel 53*ter*, paragraaf 1, 2°, gesproken wordt over weddenschappen georganiseerd door of "namens" een renvereniging.

Ontworpen artikel 53*ter*

Het ontworpen artikel 53*ter*, § 2, lijkt ervan uit te gaan dat een kansspelinrichting van klasse IV en een wedkantoor twee onderscheiden zaken zijn, terwijl dat niet zo is.

Deze bepaling dient bijgevolg te worden aangepast.

Ontworpen artikel 53*quater*

Artikel 53*quater*, eerste lid, luidt als volgt :

"Alle weddenschappen die, in het raam van deze wet beschouwd worden als kansspelen."

Uit de definitie zelf van het woord "weddenschap" blijkt dat een weddenschap noodzakelijkerwijs een kansspel is.

Het zou beter zijn te schrijven : "Weddenschappen die binnen de werkingssfeer van deze wet vallen en die ...".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 54, § 1, (artikel 50, 1°, van het ontwerp).

Ontworpen artikel 53sexies

1. In punt 6° ziet de Raad van State niet goed in hoe de aanvrager het bewijs zou kunnen leveren dat hij aan alle op decretaal gebied opgelegde verplichtingen voldoet. De Raad van State vraagt zich overigens af over welke verplichtingen het hier meer bepaald gaat. Waarom worden ook niet de wettelijke verplichtingen genoemd ?

De aanvrager hoeven enkel duidelijke en nauwkeurig bepaalde verplichtingen te worden opgelegd, waarvan de naleving op een redelijke manier kan worden bewezen.

2. De toekenning van een vergunning is een eenzijdige handeling van de overheid.

Er is geen reden om er de vorm van een overeenkomst aan te geven. Punt 8° moet bijgevolg worden herzien, net als artikel 53septies, 6°.

Ontworpen artikel 53septies

In punt 1° dient dezelfde terminologie te worden gebezigd als die van de artikelen 32, 1°, en 37, 1°.

Dezelfde opmerking geldt voor de punten 2° en 3°.

Artikel 51

(ontworpen artikel 58, vierde lid)

Artikel 51 lijkt als volgt te moeten worden gesteld :

"In artikel 58, vierde lid, van dezelfde wet worden de woorden «klasse I, II en III» vervangen door de woorden «klasse I, II, III en IV»".

.../...

Artikel 54
(ontworpen artikel 61)

Het nieuwe lid moet het huidige tweede lid vervangen en niet dat laatste lid aanvullen.

Artikel 55
(ontworpen artikel 62)

Er is een tegenstrijdigheid tussen de ontworpen tekst en de memorie van toelichting.

Immers, al breidt de ontworpen tekst de verplichting om zijn identiteitskaart over te leggen wel uit tot de speelzalen van kansspelinrichtingen van klasse IV wil men er toegang toe hebben, toch legt hij niet, zelfs niet "enigszins", de verplichting op om de identiteit van de cliënt op te tekenen, daar die verplichting slechts rust op kansspelinrichtingen van de klassen I en II.

Artikel 60
(ontworpen artikel 76bis)

Aan het slot behoort niet geschreven te worden "binnen de twee maanden na de inwerkingtreding van deze wet" maar wel "binnen twee maanden na de inwerkingtreding van de wet van ... tot wijziging van de wet op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, de wet betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten, de wet tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij".

Artikel 66

(ontworpen artikel 3, § 1, van de wet van 19 april 2002)

In de Franse versie dient het eerste lid te vervallen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS